

La plasticité des structures communautaires dans les processus de transformation de l'Équateur rural

Emmanuel FAUROUX

Économiste ORSTOM, Département SDU, Antenne ORSTOM auprès du CUR, BP 185
Toliary, Madagascar

RÉSUMÉ

L'auteur, envisageant l'histoire rurale équatorienne, de la colonisation à nos jours, y montre la résurgence répétée d'un type de structure communautaire. En dépit d'agressions réitérées et de tentatives de dislocation liées à l'économie de plantation, au prosélytisme missionnaire, ou à la réforme agraire, se perpétue un même schéma de communauté paysanne, agrégat de familles nucléaires, souvent endogame, fonctionnant comme structure d'entraide. Tout en indiquant une diversité de modalités communautaires selon les périodes de l'histoire ou les régions que l'on considère, l'auteur souligne la permanence de ce schéma, tant sur le plan idéologique que structurel, qui semble orienter les recompositions sociales dans la société rurale, et dont un premier modèle remonte à la période pré-hispanique.

MOTS-CLÉS : Équateur — Colonialisme — Missionnaires — Réforme agraire — Communautés rurales — Famille nucléaire.

ABSTRACT

Plasticity of community structures in transformation processes in rural Ecuador

The author examines rural history in Ecuador from colonization until the present day and shows the repeated reappearance of community type structures. In spite of repeated aggression and attempts at dislocation associated with plantation economy, missionary proselytism or agrarian reform, the same pattern of farming community lives on. It is an aggregate of nuclear families, frequently endogamous, which functions as a mutual aid structure. While reporting a variety of community modes in different periods of history or in different regions, the author stresses the permanence — both ideological and structural — of the pattern, which appears to orientate social recombinations in rural society, an early model of which dates back to the pre-Spanish period.

KEY WORDS : Ecuador — Colonialism — Missionaries — Agrarian reform — Rural communities — Nuclear family.

Les observateurs de la réalité sociale de l'Équateur rural s'accordent généralement pour constater que les communautés traditionnelles en milieu

indigène sont engagées dans des processus de rapide désagrégation. Cette situation est considérée comme positive dans une perspective de développement. On estime en effet qu'elle favorise l'émergence de familles nucléaires enfin libérées de l'ensemble complexe de liens sociaux, idéologiques, moraux... qui constituent la trame des rapports communautaires « traditionnels » et qui seraient autant d'obstacles à l'avènement de structures économiques et sociales modernes et efficaces. Ce type d'analyse sous-tend un grand nombre de projets et d'« opérations ». On le trouve, notamment, au centre du programme de Réforme Agraire qui souhaitait favoriser l'apparition d'une petite propriété au profit de paysans parcellaires que l'on aurait pu regrouper en coopératives de production.

Pourtant, malgré le consensus qui l'entoure, cette analyse est largement inexacte. Les situations concrètes font certes apparaître une réelle et durable crise des structures communautaires, mais celle-ci ne s'accompagne nullement d'une évolution unilinéaire qui aboutirait à l'avènement généralisé de familles nucléaires.

L'observation, sur longue période, conduit à des conclusions nuancées. On assiste, sans doute depuis très longtemps, à un double mouvement qui s'exerce dans deux directions opposées. Sous l'effet d'agressions de tous ordres, les « communautés » se désagrègent, éclatent ou, au mieux, survivent tant bien que mal. Bien souvent, les éléments issus de cette désagrégation ne se stabilisent pas dans leur nouvel état et tendent au contraire à reconstituer d'autres formes communautaires qui retardent encore l'émergence généralisée de structures familiales de type nucléaire.

On a souvent considéré que la grave inefficience de l'agriculture équatorienne provenait de la survivance de rapports de production communautaires rendus possibles par l'existence de formes archaïques de travail dans les grandes *haciendas* traditionnelles. L'un des objectifs explicites de la Réforme Agraire a justement été de casser ces structures archaïques en vue, d'abord, de favoriser l'émergence de petites exploitations regroupées en coopératives, ensuite, de créer un véritable marché du travail alimenté par la prolétarianisation d'une partie de la main-d'œuvre rurale. On espérait ainsi contribuer à favoriser la rationalisation de la gestion des grandes exploitations.

L'application de la Réforme Agraire n'a pas donné les résultats escomptés quant à l'émergence de petits propriétaires modernes. Elle a certes favorisé l'accélération spectaculaire de vieilles tendances à la dégradation des structures communautaires; mais elle n'a pu empêcher celles-ci de se reconstituer sous d'autres formes, bien différentes des formes modernes dont on souhaitait l'avènement dans le cadre des coopératives de production.

LES SCHÉMAS ANCIENS D'ÉVOLUTION DES STRUCTURES COMMUNAUTAIRES : ADAPTATION, ÉCLATEMENT, RECONSTITUTION

Les communautés indigènes pré-hispaniques

Dans tous les débats qui, en Amérique andine, font intervenir la notion de communauté, la norme de référence demeure l'institution indigène pré-hispanique. C'est toujours son existence, plus ou moins idéalisée, qui sert de norme aux traditions orales, à la littérature indigéniste ou à l'imaginaire politique.

Sur les hautes-terres, dans le couloir inter-andin, il s'agissait de groupes généralement endogames, descendants d'un ancêtre commun mythique. La cohésion était assurée, d'abord, par l'unité de résidence et par la mise en valeur d'un terroir ou, plutôt, d'un ensemble de terroirs communs (1). Ensuite, par la pratique commune de cultes spécifiques liés aux mythes de fondation de la

communauté et à certaines forces naturelles propres à la région (cascades, lacs, rochers de forme étrange...) considérées comme détentrices d'un pouvoir sacré.

La parenté constituait la trame des rapports sociaux, mais diverses formes de parenté fictive permettaient de l'étendre à des non-parents. La famille nucléaire demeurait l'unité élémentaire. Elle servait de base à l'attribution périodique de droits d'usage sur des parcelles appartenant au terroir communautaire et à l'organisation des rapports quotidiens de travail sur ces parcelles. La réunion de toutes les familles nucléaires permettait de faire face à des tâches d'envergure qui pouvaient être ordinaires (construction ou entretien de canaux d'irrigation ou de terrasses, moissons...) ou extraordinaires (construction de fortifications, mobilisation générale en cas de guerre, travaux imposés par une catastrophe naturelle...).

Les décisions politiques, productives ou cérémonielles étaient prises au niveau de la communauté tout entière par la chefferie locale (en principe réservée héréditairement à certaines familles) et par les assemblées d'Anciens (en fait, les chefs de ménage). Elles échappaient absolument aux noyaux familiaux isolés.

C'est cette structure élémentaire qu'ont rencontrée les conquérants espagnols et qui a servi de base à de multiples mutations sociales sans jamais disparaître totalement.

Les agressions contre les structures communautaires

Dans un premier temps, la colonisation espagnole n'a nullement cherché à remettre en cause les structures sociales indigènes. Elle s'appuyait surtout sur le système de l'*encomienda* qui se contentait d'imposer la création d'un surplus et de le prélever, sans intervenir directement au niveau des rapports de production en place.

La *mita*, par contre, imposait des prestations en travail au profit d'un «entrepreneur». Elle ne tarda pas à prendre de plus en plus d'importance. Elle arrachait un certain nombre d'individus à leur communauté pour les plonger temporairement dans des unités de production entièrement extérieures à l'univers traditionnel : mines, ateliers, manufactures... Les «*mitayos*» étaient nourris et entretenus par leur communauté d'origine, généralement située à faible distance. Celle-ci devait cependant continuer à s'acquitter du tribut. Ce sont donc toujours les rapports de production communautaires qui assuraient l'essentiel de la reproduction du système, mais dans des conditions de plus en plus dures, puisqu'il fallait continuer à fournir le tribut malgré l'absence de plus en plus longue des hommes jeunes.

Les conséquences de la *mita* sur les communautés indigènes n'allaient pas tarder à s'aggraver. Les gros chantiers (les mines en particulier) devinrent de plus en plus consommateurs de main-d'œuvre; et, par un inexorable système d'endettement, les *mitayos* allaient bientôt se trouver retenus indéfiniment sur le lieu de leur travail, au point, souvent, de ne plus jamais revenir dans leur village.

Enfin, la politique des *reducciones* allait imposer le déplacement et le regroupement des communautés locales en gros villages ou en bourgs, étroitement contrôlés par l'Administration; ces déplacements et ces regroupements eurent pour conséquence de remodeler très profondément la structure «naturelle» des communautés locales.

Mais c'est surtout à partir de la fin du XVII^e siècle, avec le développement de la *hacienda*, la grande propriété foncière espagnole, que les rapports de production communautaires subirent les atteintes les plus sévères. Les *haciendas* commencèrent à recruter leur main-d'œuvre sur deux bases :

- des *mitayos*, *travailleurs forcés*, qui, par le jeu de l'endettement héréditaire, se trouvèrent peu à peu définitivement fixés aux *haciendas*,

• des travailleurs « libres » qui devaient leur « liberté » aux spoliations subies par leurs communautés, amputées de tout ou partie de leurs terroirs traditionnels.

La grande propriété offrait à ses travailleurs permanents un droit d'usufruit sur de petites parcelles, ainsi que l'accès à certains pâturages et de menus avantages en nature, en échange de prestations de travail quasiment gratuites.

Deux cas de figure pouvaient se présenter :

• si ces travailleurs permanents résidaient à proximité immédiate de la *hacienda*, leurs activités relevaient alors de deux sphères indépendantes, celle de leur communauté, et celle de la *hacienda* : nous parlerons dans ce cas de « communauté ancienne adaptée » ;

• dans le cas contraire, ils devaient s'installer à l'intérieur du grand domaine, où ils édifiaient leurs chaumières à proximité immédiate des parcelles dont ils avaient reçu l'usufruit : nous parlerons alors de « communautés reconstituées ».

Les grandes *haciendas* cherchaient constamment à accroître leur emprise territoriale, non pas tant pour accroître leur production (les débouchés n'étaient guère élastiques), que pour priver les *comuneros* de terres et les obliger à vendre leur force de travail aux conditions qu'on leur imposait. Les communautés ont réagi de deux façons principales à cette situation. Quelques-unes, au prix de grandes difficultés, ont réussi à survivre jusqu'à l'époque actuelle, dans des conditions de fonctionnement souvent très précaires. Mais, la plupart d'entre elles ont purement et simplement éclaté ; pourtant, les éléments issus de cet éclatement n'ont qu'exceptionnellement accédé à une réelle autonomie : ils ont beaucoup plus souvent participé à des processus de reconstitution de communautés.

Les communautés survivantes

Quelques communautés, protégées par une localisation défavorable, ou par des circonstances particulières ne furent pas l'objet de spoliations foncières trop sévères. D'autres, expulsées de leur terroir, parvinrent à se déplacer vers des zones-refuges ; pour résister aux spoliations successives, elles ont pu, parfois, reculer sur plusieurs générations, au fur et à mesure de l'avance des *latifundios*, jusqu'à atteindre l'extrême limite altitudinale des terres cultivables.

Ces communautés « indépendantes » pouvaient — et peuvent encore — être très schématiquement rangées dans deux catégories :

— celles qui sont réellement auto-suffisantes (elles constituent une rare exception) ;

— celles qui disposent en principe d'un terroir autonome, mais qui, en fait, dépendent, pour leur survie, d'une *hacienda* du voisinage ; il s'agit du cas le plus général.

La situation des communautés « libres », rattachées à un ou plusieurs grands domaines, était extrêmement complexe du fait de leur appartenance à plusieurs sphères très cloisonnées :

— la sphère communautaire proprement dite a peu évolué depuis les temps anciens, mais son aire de fonctionnement n'a cessé de se rétrécir. Le temps consacré aux rapports de production communautaires est de plus en plus restreint (les parcelles qui reviennent à chacun dans le terroir commun sont à peu près toujours de dimension très faible). Les cérémonies et les cultes ont perdu toute autonomie et sont, depuis des siècles, contrôlés par les institutions ecclésiastiques.

— Avant la Réforme Agraire, la sphère de la *hacienda* intégrait dans une seule pyramide d'autorité, l'ensemble des *comuneros* travaillant pour le « patron », pendant toute la durée des prestations obligatoires de travail, c'est-à-dire de cinq à sept jours sur sept.

— La sphère paroissiale (au sens administratif du terme) est caractérisée par les très complexes liens individualisés qui unissent chacun des *comuneros* aux commerçants du bourg le plus proche, à travers l'institution du *compadrazgo* (le compéragé). Ce lien de parenté fictive crée entre deux individus des rapports étroits et asymétriques, donnant lieu à un ensemble de prestations et de contre-prestations, dans lesquelles les « riches » commerçants donnent plus de « protection », et les paysans pauvres plus de produits de leur exploitation.

Les communautés survivantes fonctionnent, presque toutes, très mal, et de plus en plus mal. En effet, il existe, pour un fonctionnement à peu près correct, des conditions simples mais nécessaires.

Simple, parce qu'il suffit d'un terroir de dimension convenable pour attribuer à tout *comunero* qui en fait la demande (lorsqu'il se marie, par exemple), la parcelle de terre cultivable dont il a besoin.

Nécessaires, parce que toute limitation dans la quantité ou la qualité des terres disponibles suscite l'apparition d'une différenciation foncière qui déclenche de fortes contradictions internes, et détraque, à terme, l'ensemble des mécanismes communautaires. Lorsque les terres viennent à manquer, en effet, on assiste généralement à une cristallisation des droits fonciers existants, à l'apparition d'une tendance à la transmission personnalisée de ces droits par voie d'héritage, et à l'augmentation de l'âge moyen auquel les jeunes *comuneros* accèdent à ce qui est déjà presque la propriété de la terre (et non plus seulement son usufruit). En même temps, on assiste souvent, alors, au détournement progressif des fonctions communales par les membres du *Conseil Communal* au profit d'intérêts personnels ou familiaux. Le pouvoir cesse d'être exercé à tour de rôle par des représentants de tous les sous-groupes. Il tend, au contraire, à être monopolisé par les plus riches qui cherchent, dans l'exercice du pouvoir politique local, le moyen de reproduire leur situation dominante.

Dans une communauté qui fonctionne bien, divers mécanismes freinent le développement d'une différenciation économique interne : les terres sont périodiquement redistribuées ou, si ce n'est pas le cas, on veille à ce qu'aucune famille n'ait plus de terre qu'elle ne peut en cultiver elle-même. Si un *comunero* parvient néanmoins à obtenir des revenus supérieurs à ceux de la moyenne du groupe (grâce, par exemple, à des activités extra-agricoles), on le désignera plus souvent que les autres pour assumer une « charge » (2) communautaire dispendieuse. Son ascension sociale s'en trouvera accélérée et il accédera plus jeune aux charges les plus prestigieuses, mais on ne lui laissera pas le loisir d'entamer un processus individuel d'accumulation.

Les quelques communautés qui ont réussi à survivre ne remplissent pas les conditions qui leur permettraient un fonctionnement harmonieux. Leur terroir ne cesse de s'amenuiser et, par l'intermédiaire de prêts usuraires impossibles à rembourser, des « étrangers » pénètrent irrégulièrement dans un ensemble foncier en principe inaliénable. L'idéologie communautaire, pourtant, conserve toute sa vigueur et continue à valoriser les souvenirs idéalisés d'un passé qui sert toujours de modèle aux reconstructions spontanées.

Les modalités anciennes d'éclatement des structures communautaires

Le développement de la grande propriété foncière a, très généralement, conduit à l'éclatement des structures communautaires locales. Mais celui-ci a été beaucoup plus rapide et radical dans la Costa que dans la Sierra.

(A). Dans la Costa, dès la fin du XVIII^e siècle, un grand nombre de communautés indigènes sont entrées dans de rapides processus de désagrégation qui ont conduit à une radicale atomisation sociale.

La terre n'y était pas rare : jusqu'à une époque récente, il suffisait, pour y accéder, de défricher un morceau de forêt. Lorsque les grandes plantations de cacao commencèrent à se développer à la fin du XVII^e siècle, elles ne rencontrèrent guère d'opposition de la part des indigènes locaux, peu nombreux, peu organisés et plus enclins à chercher une nouvelle implantation qu'à lutter pour défendre une terre à laquelle, culturellement, ils étaient peu attachés. De plus, ils acceptèrent souvent de travailler pour les plantations qui leur offraient quelques avantages appréciés : des « avances » (nourriture, vêtements, outils) et le paiement du tribut.

Le travail pour les plantations de cacao s'effectuait dans des conditions d'isolement durable (3). Les anciens *comuneros* se trouvèrent ainsi, en quelques années, complètement livrés à eux-mêmes, sans contact avec leurs anciens compagnons, qui s'étaient aussi dispersés au hasard des circonstances.

A quelques exceptions près, les communautés de la Costa éclatèrent littéralement : en quelques années elles disparurent même de la mémoire des descendants directs des derniers *comuneros*. L'acculturation fut brutale : au bout de deux ou trois générations, les *travailleurs des plantations* ne savaient plus parler qu'espagnol (sous des formes d'ailleurs très appauvries) ; ils utilisaient pantalons, chemises, chapeaux de paille fournis par les patrons, sans que subsiste de traces des anciennes traditions vestimentaires. Leur isolement et la précarité de leurs conditions de vie les conduisirent peu à peu à des situations proches de l'anomie, contribuant ainsi à créer un type humain très particulier, le *montubio*, solitaire, vaillant, asocial, imprévoyant, violent et dur au mal.

L'environnement social du *montubio* était d'une extrême pauvreté. Il changeait de résidence cinq ou six fois au cours de sa vie active (les contrats duraient six ou sept ans, en moyenne). Il prenait femme dans sa nouvelle résidence, sans cérémonie, et constituait avec elle, le temps de sa présence, une cellule conjugale de type classique. Mais, au terme de son contrat, il repartait vers d'autres lieux, abandonnant le plus souvent sa famille temporaire qui pouvait être prise en charge par un nouvel arrivé ou par la famille de sa concubine.

Dans ces conditions, les pôles de la vie sociale étaient à peu près inexistantes : d'infimes hameaux dispersés dans la végétation luxuriante, quelques petits bourgs misérables, de loin en loin, regroupés autour des débits de boissons et des hangars de collectage de produits agricoles.

Les grandes plantations, elles-mêmes, ne structuraient l'espace social que de façon très lâche. Leurs limites n'étaient guère précises, et, en période de mévente du cacao, une partie des surfaces retournait à l'état forestier. La maison du propriétaire n'était elle-même, le plus souvent, qu'une bâtisse en bois, délabrée et précaire ; elle ne constituait pas, comme dans les *haciendas* de la Sierra, un centre nerveux, actif et attractif.

Le monde rural de la Costa, un peu à l'image de sa végétation, donnait une impression de désordre et d'inorganisation.

(B). Les structures communautaires résistèrent bien plus efficacement dans la Sierra, où elles se trouvaient profondément enracinées, depuis des siècles, autour de terroirs communs méticuleusement définis. Ce sont les atteintes portées à ces terroirs, à l'occasion de diverses sortes de spoliations foncières, qui entraînèrent les processus de désintégration communautaire les plus radicaux.

Trois destins possibles pouvaient attendre les *comuneros* spoliés :

- Dans un très petit nombre de cas (« communautés survivantes »), ils pouvaient choisir de reculer collectivement sous la pression des *latifundios*, sans renoncer à l'unité de leur groupe.

- Certains, à titre individuel, tentaient leur chance ailleurs, dans d'autres régions ou en ville : ils devenaient alors « *forasteros* » (c'est-à-dire détachés de toute appartenance communautaire), par opposition aux *llactayos*, qui, eux étaient enracinés dans une localité : cela leur valait quelques avantages, dont un relatif allègement du tribut et des prestations obligatoires, mais ils devaient alors

vivre en ville ou dans un bourg, en pratiquant des activités artisanales dans des conditions qui furent souvent extrêmement dures. Au bout de quelques années, ils entamaient un processus irréversible d'acculturation, coupant leurs cheveux longs, se vêtant à l'euro-péenne, et adoptant la langue espagnole pour devenir « métis ».

• Mais, dans la majorité des cas, les *comuneros* spoliés se voyaient proposer de travailler dans une des *haciendas* du voisinage : on assistait alors à la reconstitution de nouvelles communautés sur des bases relativement originales.

Les communautés reconstituées (ou : communautés de hacienda)

Les contrats verbaux de travail, sous des formes locales très diverses, se ramenaient à un échange très simple : le propriétaire offrait au travailleur l'usufruit d'une parcelle, le droit de construire sa maison à proximité de celle-ci, et divers droits complémentaires qui étaient précisés cas par cas (droit d'accéder à certains pâturages, d'utiliser l'eau de la *hacienda* sous certaines conditions...). En échange le travailleur devait fournir, à peu près gratuitement, les prestations en travail qui lui étaient demandées. Les contrats liaient le patron à des individus isolés, dont on ne prenait pas en compte l'appartenance communautaire. Ce sont donc des individus ou des familles nucléaires qui étaient autorisés à s'établir à proximité des parcelles qui leur avaient été attribuées, en micro-unité de deux, trois ou quatre maisons.

Pour diverses raisons, ces attributions étaient rarement remises en cause, de sorte que des liens sociaux denses finissaient par se nouer entre les micro-unités voisines : rapports d'entraide et de solidarité et, quelquefois, constitution de petits isolats matrimoniaux (l'endogamie locale est fréquente dans les sociétés indigènes de la Sierra). Au bout de quelques années, le nouveau groupe pouvait, si sa composition n'était pas remaniée par la volonté du patron, acquérir une réelle cohésion. L'unité de résidence élargie, grâce à sa relative pérennité, devenait la base d'un petit groupe social de type communautaire, au sein duquel les liens de parenté, qui n'existaient pas d'emblée, tendaient à se reconstituer en un réseau devenant de plus en plus dense avec le temps (4).

Ces communautés reconstituées différaient des anciennes « Communes » pré-hispaniques sur plusieurs points essentiels.

En premier lieu, elles ne disposaient pas d'un terroir commun, et elles n'avaient pas de pouvoir de décision sur la gestion des terres qui leur avaient été attribuées et qui, en fait, ne leur appartenaient pas.

Par ailleurs, les structures de pouvoir local qui émanaient de toute communauté autonome n'étaient pas autorisées à se développer à l'intérieur de la *hacienda* où le seul pouvoir reconnu était celui du patron, assisté par son personnel d'encadrement.

Enfin, et surtout, l'appartenance au groupe n'était pas donnée par la naissance : elle dépendait de décisions émanant du propriétaire, mais aussi du bénéficiaire du droit d'usufruit, *concierto* ou *huasipunguero*, selon les époques. Le propriétaire avait tout pouvoir pour expulser un ou plusieurs individus, jugés indésirables ou, même, la communauté tout entière. On évitait cependant d'en arriver à de telles extrémités qui pouvaient provoquer des jacqueries, car les expulsés se trouvaient souvent acculés au désespoir. Mais le *concierto*, ou le *huasipunguero*, avait lui-même un certain pouvoir de décision sur ses propres dépendants. Chacun d'entre eux pouvait en effet demander à des membres de sa famille de l'aider à cultiver les parcelles qu'on lui avait attribuées, car il était trop occupé par les prestations qu'il devait à son patron. Ce volant supplémentaire de main-d'œuvre était autorisé par le propriétaire à s'installer dans la *hacienda* où on pouvait l'utiliser comme appoint lors des grands travaux agricoles. A. GUERRERO a très bien décrit les conditions dans lesquelles la « famille » du

huasipunguero s'élargissait ou se rétrécissait ainsi en fonction des besoins de la *hacienda* et de sa propre exploitation (5).

Les communautés reconstituées à l'intérieur des *haciendas* présentaient donc un certain nombre de traits originaux. Une structure communautaire classique (unité cérémonielle, liens généalogiques, isolat matrimonial...) s'appuyait sur des micro-unités très plastiques, fondées principalement sur la parenté nucléaire, mais dont la composition réelle dépendait, en fait, des besoins en main-d'œuvre du grand domaine et, accessoirement, des exploitations paysannes locales. En définitive, pour qu'une communauté puisse ainsi se reconstituer de façon durable, la condition principale tenait à l'importance de son implantation foncière et à la durée de celle-ci, qui devait être suffisante pour laisser aux micro-unités le temps de reconstituer des réseaux communautaires de relation.

Toutes proportions gardées, les bouleversements récents subis par le monde rural équatorien, à l'occasion de la Réforme Agraire, ont eu des effets comparables à ceux que nous venons de décrire. Les structures communautaires, encore en place, ont souvent volé en éclats sous l'impact de la Réforme, mais cette évolution brutale, au lieu de favoriser l'émergence d'un paysannat parcellaire autonome, comme semblaient l'espérer les promoteurs de la Réforme, a souvent fait apparaître de nouveaux types de structures communautaires qui contribuent à éloigner encore l'apparition d'un véritable marché du travail rural.

RÉFORME AGRAIRE ET NOUVEAUX SCHÉMAS D'ÉVOLUTION DES STRUCTURES COMMUNAUTAIRES

L'application de la Réforme Agraire a provoqué plusieurs types de situations conduisant à l'éclatement rapide des communautés qui avaient survécu à des siècles de difficultés. Pour simplifier cette présentation, nous envisagerons successivement le cas de la Sierra, de la Costa, et celui des zones de colonisation spontanée (Oriente, en particulier).

Réforme Agraire et nouvelles modalités d'éclatement des communautés

Réforme Agraire et structures communautaires dans la Sierra

Dans la Sierra, l'attribution de terres aux « bénéficiaires » de la Réforme s'est généralement opérée dans des conditions assez désastreuses qui ont provoqué deux types de conséquences extrêmement négatives :

- les nouvelles petites exploitations mises en place par la Réforme se sont révélées très difficilement viables,
- la cohésion sociale du monde paysan, déjà très dégradée au début des années soixante, a connu de nouvelles atteintes très sévères.

(A). Les liens denses et complexes qui unissaient la *hacienda* à sa périphérie de *minifundios* ont été brutalement rompus, sans qu'aucune phase de transition n'ait eu le temps de préparer cette rupture. Or le système de production minifundiste fonctionnait en partie grâce à certaines prestations fournies par la *hacienda*, notamment grâce au droit de pâture que celle-ci accordait généralement aux communautés du voisinage. Au moment de la Réforme, les *haciendas* se sont dessaisies en priorité de ces pâturages, assez secondaires dans l'ensemble de l'exploitation, et elles les ont souvent attribués à certains de leurs anciens travailleurs. La valeur agronomique de ces terres était médiocre ou faible, car elles étaient le plus souvent situées dans des zones non-irrigables, non-

mécanisables, exposées à l'érosion et aux gelées, alors que les parcelles données autrefois en usufruit, fréquemment situées dans les parties basses du domaine, étaient de bien meilleure qualité.

Ces mauvaises conditions initiales ont été aggravées par l'absence à peu près totale de crédit bancaire. Très souvent, d'ailleurs, les bénéficiaires de la Réforme ont dû acheter au prix fort d'autres terres vendues par les *haciendas*, afin de constituer des unités de production plus viables. Ils ont donc dû, pour payer ces terres, effectuer des versements annuels pris sur les « bénéfiques » de l'exploitation ou, en l'absence de ceux-ci, sur le produit de la vente des quelques bêtes qu'ils possédaient encore. Dans ces conditions, toute idée d'investissement productif était évidemment exclue... Les nouvelles exploitations se sont donc rapidement trouvées dans des conditions de production infra-marginales.

Pendant ce temps, les grandes exploitations touchées par la Réforme ont diminué leurs surfaces, se sont mécanisées et, s'étant souvent spécialisées dans l'élevage intensif, n'ont plus fait appel qu'à un très petit nombre de salariés. Les bénéficiaires de la Réforme n'ayant plus de possibilités d'emplois sur place, n'ont eu d'autre alternative que d'entreprendre des migrations temporaires vers les villes, ou vers les rares emplois encore offerts par le monde rural.

(B). La cohésion sociale des groupes locaux durement touchée par ces longues migrations a subi plusieurs types d'atteintes.

- Les « bénéficiaires » de la Réforme, malgré la médiocrité de leurs acquis, ont souvent dû affronter l'hostilité déclarée des non-bénéficiaires. Ceux-ci refusaient fréquemment d'admettre qu'ils devaient, du jour au lendemain, renoncer à des pâturages qu'ils utilisaient parfois depuis plusieurs siècles. Des conflits, atteignant parfois la dimension de batailles rangées, ont souvent opposé les uns et les autres. Le problème s'est notamment posé à propos des nouvelles unités d'habitat qui ont essaimé à partir d'anciennes communautés afin de s'installer à proximité des parcelles récemment acquises.

- Les propriétaires fonciers ont constamment joué sur la division de leur environnement paysan en accordant plus de faveurs à un petit nombre de *leurs anciens travailleurs* ou en préférant vendre une partie de leurs terres à des acheteurs aisés plutôt qu'à leurs anciens travailleurs trop démunis. Les nouvelles coopératives regroupèrent souvent des privilégiés relatifs plutôt que d'anciens travailleurs précaires qui se sentirent cruellement lésés. De même, de graves rivalités apparurent au sein du paysannat lorsque, pour appliquer les termes de la Loi de Réforme Agraire, furent simultanément créées, au sein des mêmes communautés, des « Communes » juridiques, qui tentaient de donner une nouvelle vie aux anciennes Communes, et des Coopératives. Très souvent, en effet, les structures traditionnelles du pouvoir local étaient depuis toujours associées à l'institution communale, alors que les contre-pouvoirs, liés à de jeunes leaders plus acculturés, plus « modernes », se retrouvaient dans les coopératives (6). Des contradictions internes, longtemps occultées, ont pu ainsi apparaître au grand jour, contribuant de façon significative au mauvais fonctionnement des nouvelles institutions.

- Les missionnaires évangélistes, enfin, dans de nombreuses régions des hautes-terres (principalement le Chimborazo, le Cañar et l'Azuay) ont contribué à fragiliser la cohésion des groupes locaux en créant de nouveaux clivages. Leur stratégie de conversion les a souvent incité, en effet, à faire porter leur effort sur les *comuneros* les plus favorisés économiquement. Ainsi, ils ont souvent fourni à ceux-ci les moyens qu'ils cherchaient pour échapper au poids des mécanismes communautaires de redistribution. Dans les groupes traditionnels, les plus riches sont aussi les plus sollicités pour contribuer aux frais provoqués par les fêtes communautaires. L'expérience semble prouver que, sans doute pour cette raison, ils se trouvent souvent au cœur de tendances centrifuges qui n'attendent qu'une occasion pour se manifester. La condamnation des « fêtes », pour des raisons d'idéologie religieuse, semble bien constituer cette occasion, de sorte que les

missionnaires évangélistes ont effectivement obtenu de nombreuses conversions parmi les membres les moins défavorisés des communautés traditionnelles, provoquant, au sein de celles-ci, de véritables déchirements, parfois accompagnés de violences. De très profondes divisions se sont ainsi créées.

Ainsi, du point de vue des structures communautaires, le premier bilan de l'application de la Réforme Agraire apparaît très négatif :

- les anciennes unités sociales, déjà fragilisées, ont été cassées ;
- le mauvais fonctionnement de l'agriculture paysanne n'a pas permis aux nouvelles unités locales d'acquérir l'autonomie économique nécessaire à leur développement,
- les diverses unités sociales se trouvent souvent opposées par de graves conflits locaux.

Dans la Costa, les effets immédiats de la Réforme ont été à peu près aussi négatifs mais dans des formes assez différentes

Celles, parmi les grandes plantations, qui fonctionnaient à peu près bien, sont sorties indemnes du choc provoqué par la Réforme, mais les *haciendas* traditionnelles ont été à peu près totalement désintégrées, laissant la place soit à de grandes « *fincas* » (de 100 à 500 hectares), soit à de toutes petites exploitations. Les *fincas* ont expulsé les petits paysans qui travaillaient autrefois sur leur territoire et ont créé des pâturages.

A priori, les petites exploitations paraissent démarrer avec de meilleures chances de succès que leurs homologues de la Sierra, notamment parce que leur taille moyenne était sensiblement plus élevée. Leur échec généralisé est à mettre en rapport avec l'échec des coopératives de petits producteurs, dont on espérait qu'elles parviendraient à éviter l'atomisation des exploitations en micro-unités incapables d'assurer leur propre rentabilité.

Nous ne pouvons, dans le cadre limité de ce travail, décrire de façon détaillée les conditions de l'échec à peu près généralisé des coopératives de production.

En résumant à l'extrême, cet échec, dans la Costa, provient de causes strictement économiques (que nous ne pouvons analyser ici) et de causes « psycho-sociales » qui tiennent à la séculaire atomisation de la société *des paysans montubios*. Dans le meilleur des cas, les coopératives ont fonctionné tant bien que mal pendant les trois, quatre ou cinq années au cours desquelles les « associés » devaient effectuer le paiement des sommes restant à verser pour l'acquisition de la terre. Dès que ce paiement était effectué, chacun des associés faisait reconnaître ses droits individuels et cessait de participer aux activités de la coopérative. Les très mauvaises conditions de rentabilité de ces nouvelles petites exploitations incitaient en effet les nouveaux propriétaires à la recherche de revenus complémentaires que ne permettait pas la participation obligatoire aux activités de la coopérative.

Ces revenus ne pouvaient être cherchés sur place. Dans la Costa, en effet, l'application de la Réforme s'est effectuée dans une ambiance très conflictuelle, fréquemment marquée de part et d'autre, par le recours à la violence. Cette ambiance tendue a conduit les propriétaires de plantations ou de *fincas* à ne plus recruter des gens du voisinage afin de limiter les risques de voir ceux-ci demander le bénéfice de l'une des possibilités d'expropriation prévues par la Loi de Réforme Agraire. On a donc vu se généraliser un système assez particulier de recrutement de la force de travail. Le propriétaire s'adresse à un intermédiaire, le *contratista* qui, pour une somme forfaitaire, fait exécuter le travail demandé. C'est le *contratista* qui se charge de tout, du recrutement, de l'encadrement et de la rémunération des travailleurs, à des conditions très dures fixées à l'avance. Les équipes de travailleurs ainsi constituées sont itinérantes et n'appartiennent plus à l'environnement social local des grandes exploitations. Le propriétaire foncier,

ainsi, n'a plus de rapports directs avec ses travailleurs : comme dans la Sierra, la rupture est consignée entre la grande exploitation et son environnement.

Après quelques années de travail sur place, le temps d'obtenir des droits de propriété définitifs, les bénéficiaires ont donc généralement dû se salarier ailleurs, en ville, ou sur les plantations de canne à sucre, en laissant sur place une femme, ou des enfants adolescents, pour continuer à gérer l'exploitation, dans des conditions déplorable. A moyen terme, il n'y a, bien souvent, pas eu d'autre solution que de vendre la terre, à bas prix. De cette façon, dans la Costa, le processus de reconstitution communautaire n'a pas eu le temps de se développer.

Pourtant, le paysan ainsi expulsé de la terre qu'il venait d'acquérir n'est pas encore définitivement prolétarisé. Les conditions particulières de l'Équateur lui laissent encore une dernière chance avant la prolétarianisation définitive : la petite colonisation spontanée.

Dans les zones de colonisation, de puissantes dynamiques se sont spontanément mises en place, conduisant à des formes d'atomisation sociale particulièrement radicales

Depuis une vingtaine d'années, en rapport direct avec la Réforme Agraire, de très importantes vagues de petite colonisation ont déferlé sur les terres basses et vierges de l'Oriente amazonien, de la Costa et sur les contreforts occidentaux et orientaux de la Costa. Le phénomène a porté sur des effectifs importants (soixante-dix mille exploitations nouvelles dans les zones de colonisation de 1954 à 1984, sur plus d'un million d'hectares).

La colonisation dirigée ayant à peu près complètement échoué, il s'agit d'une colonisation spontanée, qui est parfois relativement organisée *a posteriori* grâce à l'intervention d'organismes publics. Mais il existe encore une très importante colonisation «sauvage», dans laquelle des individus ou des familles nucléaires isolées, défrichent la forêt sans appui logistique, sans outillage adapté, sans infrastructure. Les colons sont rarement des indigènes venus de la Sierra, et, plus souvent, des laissés-pour-compte de la Réforme Agraire, des paysans pratiquement sans ressources qui tentent leur dernière chance pour échapper à la prolétarianisation définitive.

Sur place, dans les zones de colonisation, les conditions ne se prêtent qu'à l'atomisation des rapports sociaux. On retrouve, souvent en pire, les conditions de vie classiques du *montubio*. L'habitat est extrêmement dispersé, chacune des *fincas* n'étant généralement reliée à ses voisins que par d'infimes sentiers perdus dans la végétation tropicale. Chaque unité tend à s'autosuffire pour sa force de travail et pour sa consommation. Le voisin est souvent un rival dont on redoute les empiètements. La mobilité des individus est très forte, liée aux multiples échecs. La notion de famille est vague : les unités domestiques changent fréquemment de composition. Comme pour les *montubios*, le mariage ne présente aucune solennité, se noue et se dénoue au gré des changements de résidence. Les enfants sont peu contrôlés, demeurent analphabètes et acquièrent tôt leur liberté de mouvement. L'alcoolisme règne en maître et, avec lui, les violences imprévisibles, l'absence de continuité dans les projets, l'incohérence des comportements individuels.

Coopératives et communautés, lorsqu'elles existent, ne sont que des constructions artificielles, suscitées de l'extérieur, pour respecter les formes légales nécessaires à l'acquisition des terres. Leur cohésion, qui peut avoir quelque réalité au départ (par exemple — cas fréquent — lorsque tous les colons sont originaires du même village), est rapidement sapée par l'apparition ou le développement de puissants mécanismes de différenciations économiques qui conduisent peu à peu l'extrême minorité des plus riches à racheter les exploitations abandonnées par tous ceux qui, écrasés par l'endettement, ont échoué dans leur entreprise.

Les processus d'éclatement des communautés locales déclenchés par la Réforme Agraire paraissent donc radicaux et, sans doute, irréversibles. Beaucoup

d'observateurs l'ont signalé avec force, redoutant même les excès d'une prolétarianisation trop massive de ruraux qui n'ont d'autre issue que d'aller grossir les misérables quartiers suburbains de Guayaquil et de Quito. Pourtant, cette fois encore, les choses ne sont sans doute pas aussi simples : les situations créées par la Réforme Agraire ont permis à d'anciennes communautés de trouver une nouvelle vitalité; elles ont permis aussi de voir se développer de nouveaux processus de reconstitution de communautés locales.

Réforme Agraire et processus d'adaptation d'anciennes communautés

Quelques vieilles Communes qui, autrefois, végétaient tant bien que mal dans l'ombre de grandes *haciendas*, ont retrouvé, en quelques années une réelle vigueur, pour deux raisons essentielles.

La première, la plus importante : leur terroir, jusqu'alors trop réduit, s'est brusquement accru de quelques dizaines, voire de quelques centaines d'hectares.

Par ailleurs, quelques responsables du Ministère de l'Agriculture ont pensé que la forme communale d'organisation devait être privilégiée par rapport à la forme coopérative, cette dernière étant moins conforme à l'« idiosyncrasie » paysanne, surtout dans la Sierra. Ils ont donc entrepris, parfois avec succès, d'aider la très vieille institution communale à reprendre vigueur. On a vu ainsi des Communes recommencer à fonctionner dans des conditions presque « normales », même si les procès de travail demeurent à peu près entièrement atomisés au niveau des familles nucléaires. Les différences entre une Commune ainsi adaptée et la simple juxtaposition, dans un village, de paysans parcellaires, n'est sans doute pas très grande : elle tient à l'existence d'un pouvoir local organisé, de réseaux de solidarité, et, surtout, au sentiment d'identité communautaire qui semble comporter au moins deux implications importantes :

- un *comunero* ne rompt qu'en toute dernière extrémité le lien qui l'attache à sa communauté d'origine,
- les « étrangers » au groupe (ceux qui ne sont pas nés sur place) sont exclus, ce qui, dans une certaine mesure, permet parfois de protéger le terroir communal contre les stratégies d'expansion foncière des commerçants ruraux.

Les nouveaux modèles de reconstitution des communautés

En fait, les atteintes à la cohésion des unités sociales locales, n'ont pas suffi pour en finir avec la vieille aptitude des groupes locaux à reconstituer des formes d'organisation sur la base d'un modèle communautaire. Ces mouvements de reconstitution ont pu être spontanés ou résulter d'une idéologie volontariste valorisant certains aspects de l'idéologie traditionnelle.

Dans la Sierra, un nouveau schéma de fonctionnement semble apparaître pour certaines unités locales issues de la Réforme Agraire. Beaucoup de petites exploitations, en raison de leurs mauvais résultats ont dû être vendues; elles ont parfois été achetées par un *comunero* qui a mieux réussi que les autres, ou par un commerçant-collecteur du bourg voisin. On assiste ainsi à un très discret mouvement de reconstitution d'une grande propriété, qui s'accommode très bien de la pérennité des structures communautaires : les anciens liens de dépendance à l'égard du patron tendent à être remplacés par des rapports de clientèle qui s'expriment selon des formes locales très diverses. La logique de ces rapports s'accommode sans doute mieux de la présence locale de nombreux « clients » que de l'expulsion vers d'autres lieux de paysans prolétariés.

Dans les zones qui ont le mieux conservé les valeurs culturelles indigènes traditionnelles (Otavalo, Saraguro, Salasaca, par exemple), on assiste depuis un

petit nombre d'années à un effort conscient des jeunes migrants pour utiliser les migrations au profit de leur communauté. En premier lieu, les migrants tendent à se regrouper, en ville, selon leur origine géographique, pour reconstituer des mini-communautés symétriques de celle qu'ils ont dû quitter. Ces groupes étaient, à l'origine, de simples associations d'entraide en vue de faciliter la recherche de travail et de logement pour les nouveaux arrivants. Ils deviennent de plus en plus des appendices de la communauté d'origine qui donnent à celle-ci de nouveaux éléments de dynamisme : les revenus acquis sont, au moins partiellement, utilisés à des objectifs liés au développement communautaire (cotisations destinées, par exemple, à financer des travaux d'utilité publique dans la communauté d'origine). Par ailleurs, la présence permanente de *comuneros*, en ville, à proximité des interlocuteurs de l'Administration, donne une nouvelle efficacité aux démarches entreprises localement pour améliorer le sort de la communauté.

À une autre échelle, le regain récent des idéologies « indigénistes » a trouvé de très intéressants débuts d'application avec les remarquables tentatives d'organisation politique de groupes ethniques sur la base de communautés locales dont on a redéfini le rôle et le fonctionnement. La « Fédération Shuar », en Amazonie, constitue sur ce point un remarquable exemple, qui commence à être imité avec succès.

Ainsi, tout semble se passer comme si, en milieu rural, les structures communautaires disposaient d'une sorte de force d'inertie réellement considérable qui leur permet de réapparaître sous des formes nouvelles lorsque les anciennes ont disparu. En tout état de cause, les institutions communautaires n'ont pas cessé d'exercer des fonctions extrêmement utiles dans une société de pauvreté où les liens de solidarité, même affaiblis, constituent la seule assurance contre la misère.

Notes

- (1) Les terroirs des communautés andines associaient des éléments situés à plusieurs altitudes, permettant une production très diversifiée. Ces éléments étaient parfois assez éloignés les uns des autres.
- (2) Le « système de charges » définit un ensemble cérémoniel qui caractérise les communautés indigènes des Andes. Il s'agit d'une sorte d'itinéraire d'ascension sociale en fonction de l'âge, ouvert, en principe, à tous les membres d'une communauté, et marqué par l'accession successive à des « charges de plus en plus prestigieuses ». Ces charges correspondent à des fonctions exercées au cours des cérémonies réalisées en l'honneur d'un saint patron particulièrement vénéré localement.
- (3) Le travailleur était recruté pour défricher une portion de forêt et y planter les cacaoyers ; il était rémunéré, au terme de l'opération, quand les arbres qu'il avait plantés étaient en état de produire.
- (4) Muriel CRESPI a bien décrit ce phénomène : CRESPI (M.K.), 1978. — *The patrons and peons of Pesillo : a traditional Hacienda system in Highlands Ecuador*, Th. Ph. D., s.l., 657 p.
- (5) GUERRERO (A.), 1976. — L'Hacienda pré-capitaliste en Amérique latine : le cas de l'Équateur, in *Études rurales*, n° 62 : 5-38.
- (6) Cf. FAUROUX (E.), 1985. — Le problème des jeunes leaders paysans dans les communautés rurales de l'Équateur andin, in *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. XXI, nos 2-3 : 197-202.